qu'elle se lise comme suit : " Et aucune personne cultivant
" du tabac sur ses terres ou propriétés et le fabriquant pour
" son usage particulier *ou pour le vendre roulé*, n'aura besoin
" d'une licence pour ce faire, et le tabac ainsi fabriqué ne
" sera pas non plus sujet au droit d'excise."

Si cet amendement eut été emporté, il aurait été permis
au cultivateur de rouler et vendre en rôle ou en torquette,
sans payer de taxe ni de licence le tabac de provenance
canadienne ; mais cet amendement fut rejeté par 104 contre
26. (Voir Votes et Dél. de 1867, page 136)

No. 5.—TAUX D'INTÉRÊT DES BANQUES.

Le 19 décembre 1867, M. Rose ayant demandé le con-
cours de la chambre sur un Bill qu'il avait introduit et inti-
tulé : " Acte concernant les Banques," lequel contenait la
clause suivante :

" Nulle Banque après la passation du présent acte, ne
" sera passible de la peine ou de l'amende portée contre l'usure, et
" toute Banque pourra stipuler, prendre, réserver ou exiger
" et recevoir d'avance un taux d'intérêt ou d'escompte de
" pas plus de sept pour cent par année, mais elle ne pourra
" jamais recouvrer plus que ce taux d'intérêt ; et la Banque
" pourra payer tout taux d'intérêt quelconque sur les de-
" niers qui y seront déposés."

Par cette clause le taux d'intérêt exigible par les Ban-
ques était bien limité à 7 par cent, mais l'exemption de toute
peine portée contre l'usure rendait cette limitation illusoire,
et afin de lui donner l'effet que le Bill paraissait avoir en
vue, M. Godin proposa en amendement de substituer à cette
clause la suivante : — " Toute Banque pourra stipuler, se
" réserver ou exiger tout taux d'intérêt ou d'escompte n'ex-
" cédant point sept pour cent par année et pourra recevoir
" et prendra d'avance tout tel taux, *mais pas d'avantage*, et
" tout taux d'intérêt quelconque pourra être alloué par
" aucune Banque pour les deniers qu'elle aura en dépôt.

" *Toute Banque qui stipulera, prendra, recevra, se réservera*
" *ou exigera directement ou indirectement un taux d'intérêt plus*
" *élevé encourra une amende de trois fois le montant de la somme*
" *d'argent qui fera l'objet de la convention ; et tous les cautionne-*
" *ments, actes, obligations, ou conventions sur lesquels tel taux plus*
" *élevé sera stipulé, convenu ou recouvré, seront complètement nuls*
" *quant à la dite Banque.*"

Cet amendement fut rejeté à la demande du Gouverne-
ment par 76 contre 40—(Voir Votes et Dél. 1867, page 140.)